

Prométhée

numéro 88
février 2012

journal communiste
militant pour la construction du parti pour le socialisme



Austérité permanente et Régime autoritaire

« Pour supprimer l'idée de la propriété privée, l'idée du communisme suffit entièrement.

Pour supprimer la propriété privée réelle, il faut une action communiste réelle. »

Karl Marx (1)

Commençons par tordre le cou à la dernière trouvaille du Président-candidat pour sauver le pays (après avoir déjà sauvé le monde). Le mal dont souffre le pays serait le « *coût du travail* ». On pourrait lui rétorquer simplement que les causes de ce mal résident plutôt dans le coût du capital qui parasite l'activité des travailleurs-producteurs. Les propositions de Nicolas Sarkozy sont une offensive généralisée contre le monde du travail. Cette offensive, après deux plans successifs de rigueur de 2011, passe par une étape décisive dans le processus d'étatisation-privatisation de la Sécurité sociale avec le transfert d'une partie des cotisations vers la TVA, cet impôt indirect, réputé indolore et surtout injuste. Cette offensive se poursuit par le projet dit « *compétitivité emploi* » qui n'est rien d'autre qu'un grand pas en direction de la liquidation du droit du travail. C'est exactement ce que dit le Président au *Figaro magazine* du 11 février : « *si dans l'entreprise, les salariés et le chef d'entreprise se mettent d'accord sur l'emploi, le salaire et la flexibilité, alors leur accord aura autorité sur la loi et primera sur le contrat de travail individuel.* » Et pourtant son principal conseiller, Henri Guaino, l'avait prévenu : « *lorsque l'équilibre du marché du travail ne garantit plus l'équilibre des forces dans la négociation, la loi du contrat devient fatalement la loi du plus fort* », c'est-à-dire du patronat. Il est vrai que c'était en... 2004 (2). Tout salarié sait qu'il n'est pas sur un pied d'égalité avec son patron, c'est pour cela que les travailleurs se sont regroupés en syndicats pour tenter d'imposer des conventions collectives ou des statuts à leur employeur privé ou public.

Une pure logique capitaliste

Il n'y a rien de neuf dans la nouvelle croisade présidentielle contre le « *coût du travail* ». C'est de la pure logique capitaliste, dont les combats du passé étaient parvenus à limiter les dégâts. Aujourd'hui, la crise du capitalisme est telle que ses serviteurs politiques en reviennent aux fondamentaux qu'ils nous présentent comme du simple « *bon sens* ». Et, à moins d'être des demeurés, nous devrions nous incliner.

Déjà dans le *Capital*, Karl Marx décrit les véritables aspirations des capitalistes en partant du processus de mondialisation, cette « *concurrence cosmopolite dans laquelle le développement capitaliste a jeté tous les travailleurs du globe* ». Il écrit : « *Il ne s'agit plus seulement de réduire les salaires anglais au niveau de ceux de l'Europe continentale, mais de faire*

descendre, dans un avenir plus ou moins prochain, le niveau européen au niveau chinois. Voilà la perspective que M Stapleton, membre du Parlement anglais, est venu dévoiler à ses électeurs dans une adresse sur le prix du travail dans l'avenir : "Si la Chine, dit-il, devient un grand pays manufacturier, je ne vois pas comment la population industrielle de l'Europe saurait soutenir la lutte sans descendre au niveau de ses concurrents". » (3)

A l'époque de Marx les serviteurs du capital étaient finalement plus francs que les actuels. Mais la logique de l'assassinat du peuple grec et qui s'étend peu à peu à l'ensemble des pays de l'Union européenne est rigoureusement identique à celle de M Stapleton.

Quand la Cour des comptes fixe l'action du gouvernement sorti des urnes

Avec sa légendaire prudence *Le Monde* du 9 février titre : « *La Cour des comptes préconise une véritable cure d'austérité* ». C'est le moins que l'on puisse dire à la lecture du rapport remis le 7 février au Président de la République par Didier Migaud le très socialiste président de la Cour des comptes et un des pères fondateurs de la loi d'orientation des lois de finance. Cette loi fut votée en juin 2011 dans un ensemble touchant des parlementaires de droite et ceux du PS (dont Arnaud Montebourg). Les élus PCF considérant qu'elle était un « *outil de l'austérité budgétaire* » décidèrent de s'abstenir (solidarité gouvernementale oblige). Quant à Jean-Luc Mélenchon, il était ministre du gouvernement de cohabitation Jospin-Chirac.

Du rapport de la Cour se dégage trois axes principaux. Le premier présente la réduction des dépenses publiques comme le seul et unique levier d'action « *en raison du niveau déjà atteint par les prélèvements obligatoires.* » Le deuxième consiste à imposer aux collectivités territoriales un traitement de choc inspiré par la révision générale des politiques publiques. D'après le principe de « *bon sens* » il y aurait trop de fonctionnaires. On n'en est pas encore au licenciement comme en Grèce, ni au non remplacement de deux fonctionnaires sur trois selon le vœu de Laurence Parisot et du MEDEF mais telle est la perspective émise par la Cour des comptes.

Le troisième et dernier axe consiste à ne plus financer à crédit la Sécurité sociale. Exonération et suppression de cotisations, chômage de masse et stagnation des salaires ne seraient donc pas à l'origine du déficit constaté. Remarquons au passage que le budget de la Sécurité sociale (santé, famille, accidents du travail et retraites) représente 46% des dépenses publiques. Dès lors on comprend mieux l'acharnement à démanteler cette conquête sociale. Nous sommes bel et bien

confronté à une guerre sociale conduite par la bourgeoisie.

Dans les pas du nouveau traité européen

La philosophie du rapport de la Cour des comptes est une stricte application des critères du traité de Maastricht lourdement aggravés par le futur traité européen signé par 25 États sur 27. Deux points essentiels se dégagent de ce texte : des budgets normatifs et des sanctions automatiques.

Chaque État sera mis sous surveillance et son déficit budgétaire ne devra pas excéder 0,5% du PIB. Actuellement, c'est 3%. Quand on prend la mesure de l'ampleur des politiques d'austérité en direction exclusive de la population laborieuse, on n'arrive pas à imaginer les conséquences de la nouvelle règle à moins de faire un cauchemar. Si un État ne parvient pas à respecter la norme, les sanctions – déjà prévues par le traité de Maastricht – seront désormais automatiques. Pire, l'article 6 prévoit qu'une : « *partie contractante* [c'est comme cela maintenant que l'on désigne les États, cette notion relève du droit privé] *peut saisir la Cour européenne de justice* » à l'encontre d'une autre « *partie contractante* ». Bonjour l'ambiance chez les bourgeois !

Soyons clairs, il ne s'agit pas de transferts de souveraineté du niveau étatique à un niveau fédéral qui n'existe pas (et qui ne peut exister dans le cadre bourgeois). Même les collectivités territoriales en France ont, pour le moment, un degré d'autonomie plus grand. Il s'agit de l'extension du gouvernement des experts et des juges puisqu'en dernier recours la Cour européenne de justice sera l'instance qui dira ce que devra être un budget, donc la politique à suivre.

Austérité permanente et régime politique libéré du suffrage universel sont les deux mamelle du destin que les bourgeoisies européennes veulent imposer aux travailleurs du vieux continent. Bref, l'aventure !

Nicolas Sarkozy prépare sa succession

Bis repetita, tel est le suprême espoir de l'actuel locataire de l'Élysée. Et si tel n'était pas le cas au soir du 6 mai, il aura imposé les contre-réformes essentielles à la survie du capitalisme comme celles des retraites, de l'université, la casse des services publics, etc.

Même si la bourgeoisie n'est toujours pas pleinement satisfaite, même si elle « *n'a pas encore trouvé une issue politique stable, une issue capable de museler ce peuple qui n'en finit pas d'exprimer son rejet de la logique politique depuis presque un quart de siècle* » comme nous l'écrivions en mars 2007 (4), ce quinquennat aura finalement été moins chaotique que le précédent (Chirac). Nicolas Sarkozy peut donc considérer qu'avoir « *pu faire tous ces changements, toutes ces réformes, sans qu'il y ait eu de blocage est un motif de satisfaction.* » (5)

Force est de constater qu'il a bien été aidé par l'attitude des directions des grandes centrales syndicales qui n'ont jamais rompu le « dialogue social » même durant la lutte pour empêcher que l'âge de départ à la retraite soit porté à 62 ans et ses manifestations rassemblant plusieurs millions de personnes. Vivement le jour où les syndicats cesseront de se laisser enfumer. Vivement le jour où ils prendront conscience qu'ils « *manquent entièrement leur but lorsqu'ils se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour*

l'abolition définitive du salariat. » (6)

Pour revenir à Nicolas Sarkozy – la médaille d'or de l'explosion du chômage et de la dette – il affiche, encore une fois, les pires aspects des valeurs traditionalistes de la bourgeoisie française. Celles qui désignent à la vindicte de l'homme de « *bon sens* » les gueux, les « assistés », les chômeurs, les immigrés, etc. Celles du colonialisme et de la théorie du choc des civilisations. Les mots clés de son entretien au *Figaro magazine* sont particulièrement significatifs : travail, responsabilité, autorité, famille et racines chrétiennes de la France. En 2007 l'homme, qui commença son mandat avec les riches au Fouquet's et qui le finit en faisant les poches des pauvres, brandissait une liste semblable quoiqu'un peu plus longue : morale, récompense, équité, ordre, mérite, responsabilité, travail, famille, nation, honnêteté, autorité et respect.

Afin que le tableau soit complet, Nicolas Sarkozy remet à l'honneur toutes les traditions du 19^e siècle en particulier. D'une part, les sentiments nationalistes et chauvins avec son slogan « *La France forte.* » D'autre part, le référendum – ou plus exactement le plébiscite – à la mode Napoléon III. Incroyable retournement idéologique pour quelqu'un qui a fait modifier par le Parlement le vote populaire sur le traité constitutionnel européen, ou encore qui a vu rouge lorsque Papanou a émis le vœu de consulter le peuple grec, ce qui lui a valu d'être limogé par le directoire Merkel-Sarkozy et remplacé par un gouvernement dit technique confié à un homme de Goldman Sachs.

La première fois l'histoire bégaie, la seconde fois c'est une farce; une farce qui peut se transformer en tragédie grecque.

Il faut que tout cela cesse !

Le présent est bien sombre et l'avenir dessiné par la bourgeoisie s'annonce orageux. Dans cet article nous n'avons pas évoqué le danger que représentent les partis d'extrême-droite. Mais il est impératif de bien prendre la mesure de leur développement dans l'Union européenne, ainsi que de leur présence dans plusieurs gouvernements. En effet, si le mouvement ouvrier ne parvient pas à imposer que la seule sortie de crise effective c'est la sortie du capitalisme, c'est-à-dire le socialisme, alors ces partis peuvent apparaître aux yeux des plus exploités comme une solution possible.

Autre aspect, et non des moindres, qui n'est pas abordé dans cet article mais qui influencera fortement le déroulement des événements. Quels choix fera, dans les prochaines années, la bourgeoisie allemande ? Continuera-t-elle à imposer ses dogmes économiques à l'Union européenne ? Décidera-t-elle d'affirmer seule sa suprématie ? Déjà quelques experts bourgeois s'inquiètent. Pierre-Cyrille Hautcoeur note que la politique d'Angela Merkel « *risque de transformer les Allemands en propriétaires d'une Europe ravagée par la dépression... ce qui provoquerait tensions intra-européennes violentes* » (7). Jean-Paul Fitoussi ose : « *Contre la crise, les politiques européennes doivent relancer la demande. Ne cédon pas aux sirènes de l'austérité destructrices de capital humain* » (8). En effet pourquoi ne pas réhabiliter les thèses de Keynes, objectif très largement partagé à la gauche du PS (9). Mais le respect du cadre institutionnel, tant national qu'europeen, du capitalisme conduit une telle orientation à l'impasse. Elle est génératrice de cruelles désillusions, pires que celles provoquées par la conversion, en 1983, du PS à la « nécessaire » rigueur. D'autre part, il n'est guère envisageable qu'en réduisant le projet politique à un catalogue revendicatif la classe ouvrière parvienne à

convaincre la bourgeoisie qu'elle risque de tout perdre.

François Hollande a, cette fois, toutes les chances d'être en capacité d'empêcher le règne de Sarkozy II. Sans parler de la désastreuse expérience du gouvernement Jospin, sans parler des lamentables résultats de ses amis Zapatero et Papandreou, ses « 60 engagements pour la France » ne soulèvent pas l'enthousiasme. En particulier l'engagement numéro 9 : « *Le déficit public sera réduit à 3% du PIB en 2013. Je rétablirai l'équilibre budgétaire en fin de mandat.* » Au delà des effets de tribune, cela possède un très fort lien de parenté avec le futur traité européen qui impose « *d'avoir un budget général à l'équilibre ou excédentaire.* » Nul besoin de faire la démonstration des inévitables conséquences.

Et pourtant, il monte des masses laborieuses comme un bruit sourd : **il faut que cela cesse !**

Et ça commence par **dégager Sarkozy.**

Emile Fabrol

- 1.- Karl Marx, *Critique de l'économie politique*, Éditions Quai Voltaire, 1994, page 403.
- 2.- *Le Canard enchaîné* du 15 février.
- 3.- Karl Marx, *Le Capital*, Livre premier, Chapitre 24, Éditions sociales, 1976, page 428.
- 4.- *Prométhée* numéro 67.
- 5.- *Le Figaro magazine* du 11 février.
- 6.- Karl Marx, *Salaires, prix et profit*, Éditions sociale, 1969, Page 74.
- 7.- *Le Monde économie* du 14 février.
- 8.- *Le Monde* du 16 février.
- 9.- Attention aux thèses de Keynes. Ces textes sont loin d'être en faveur de l'augmentation des salaires pour relancer la demande. Sur les salaires? Keynes pensait qu'une baisse des salaires serait efficace si elle était généralisée.

De la Guerre urbaine à la Ville en Guerre

L'Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire (IRSEM) et l'Université Paris Sorbonne IV organisaient le 10 janvier dernier une conférence intitulée « *De la guerre urbaine à la ville en guerre* ». Tout les passages en italiques de ce texte ne sont que des citations exactes et précises des deux chercheurs (une civile et un militaire (colonel)) s'étant exprimés à cette occasion. Il est à noter que ces deux observateurs décrivent des processus qu'ils ne cautionnent pas.

Faire la guerre en ville ou à une ville n'est pas un fait historique nouveau. Cependant les modalités d'intervention de la guerre urbaine sous forme d'actions coercitives consistant à « *prendre la ville* », puis à la contrôler font que cet espace humain est devenu ce que certains qualifient de « *bourbiers urbains* », pour les armées de l'OTAN (comme celle de la Russie en Tchétchénie).

Pour les militaires et les chercheurs, il en est ainsi parce que dans un monde post Union soviétique, « *les acteurs de la déstabilisation* », qui sont les nouveaux ennemis ont réinventé ce lieu de pouvoir économique, politique, religieux, scientifique où se concentrent populations, services, autorités publiques et forces de l'ordre.

L'armée s'intéresse d'autant à la ville que l'humanité tend à vivre dans un monde ville, avec des métropoles de plusieurs dizaines de millions d'habitants. Les conflits actuels se déroulent ainsi à Bagdad qui compte 6 millions d'individus, à Kaboul ou à Abidjan rassemblant chacune 4 millions de personnes. A titre de comparaison, la bataille d'Alger en 1957 s'est effectuée dans une unité urbaine de seulement 800 000 habitants. Lorsque Lyautey est chargé de la conquête du Maroc en 1907, la population du pays atteint 8 millions.

Il y a donc un changement d'échelle. Pour occuper et contrôler une partie de Bagdad, les États-Unis ont du réunir des forces équivalentes à la moitié des effectifs de l'armée de terre française, soit 120 000 auxquels se sont ajoutés 80 000 supplétifs irakiens.

La guerre urbaine apparaît comme un facteur diviseur de force ce au moment où les armées occidentales ou russe connaissent des réductions de forces. Il leur est d'autant plus difficile de regrouper des effectifs « *d'une taille critique suffisante ou d'une quantité en soi selon la formule de Lénine* ».

Le caractère urbain des prochaines guerres est d'autant sou-

ligné que « *fragmentation, paupérisation entraînent inévitablement une radicalisation politique* ». Il devient de plus en plus difficile de faire cohabiter dans une même cité des couches sociales différentes pour reprendre la phraséologie de Max Weber. Dans cette perspective, les combats peuvent être liés à la « *ségrégation sociospatiale classique* » de type « *gradient de richesse* », selon une logique de « *purification sociale* ».

« *Les acteurs de la déstabilisation* », dans ce cadre rechercheront l'appropriation de la ville : lieux de cultes mais aussi cimetières, ou par le biais « *d'affiches et/ou de tags* », car ceux-ci ont des « *conséquences sur les pratiques spatiales des habitants, en « produisant une violence symbolique* ».

Se dessine ainsi une « *territorialisation de la violence avec ses fragmentations urbaines en quartiers voire territoires* », fondée sur une « *géographie de la peur, une production de la peur, un enfermement dans le quartier* », une « *géographie de l'enfermement* » des « *entraves aux mobilités* », « *un impossible « habiter »* » dans le quartier.

Ce processus ne vous rappelle-t-il pas le discours sur les banlieues ? Si oui, la suite ne pourra que vous intéresser.

En effet, dans la guerre urbaine, il est nécessaire de « *produire une menace permanente* », de « *produire de la peur* », afin de « *pousser les habitants, à penser le lieu comme « impossible à vivre »* » et aboutir ainsi à un « *nettoyage territorial* ».

Apparaît ainsi insidieusement la « *recherche d'une homogénéisation* » de la population, avec la « *disparition de l'autre et de la mixité* ». « *La ville espace de la rencontre donc espace d'altérité* », disparaît en tant que telle. Est organisé un « *refus du vivre ensemble* » afin de « *provoquer de la haine* ».

Les deux chercheurs démontrent que les « *populations sont manipulées pour avoir peur de vivre ensemble, manipulées pour s'affronter* », autour d'un « *imaginaire spatial de l'impossible vivre ensemble* ».

Se constituent des « *villes ou micro-villes* », où se réfugient des habitants pour « *ne plus être en situation minoritaire et se mettre en sécurité face à un autre perçu comme un ennemi* ». Cela prend la forme de « *ségrégation* », de « *fragmentation* », dans « *certaines villes de murs physiques, dans d'autres de murs psychologiques* ».

Les éléments constitutifs de cette analyse nous donnent un cadre de compréhension des processus à l'œuvre autour des quartiers populaires. Cadre qui s'inscrit dans l'histoire coloniale française. Ainsi, la tactique de l'armée de terre en guerre urbaine est issue de la « *tradition infanterie coloniale* ».

Même si l'armée française est frappée d'un « *syndrome algérien, lié à l'intervention au sein de la population* », face à un acteur caché au sein de la masse, usant d'armes légères, et qui aujourd'hui aurait de « *nouvelles capacités* » grâce « *aux tech-*

nologies actuelles ».

L'appareil bourgeois coercitif se prépare donc à une guerre urbaine en Europe, aboutissement de l'exacerbation de la lutte des classes. Les ennemis sont désignés : « *les acteurs de la déstabilisation* » et les quartiers populaires où vit une population immigrée dont les grands-parents voire les parents ont connu l'ère coloniale.

Augustin Balby

Russie : Préparer la seconde Vague

De grands mouvements de protestations se sont déroulés en décembre dernier à Moscou et Saint-Petersbourg, contre le trucage des élections à la Douma. Pour l'information de nos lecteurs nous reproduisons la traduction de l'interview accordé par le socialiste russe **Boris Kagarlitsky** (Directeur de l'Institut de la Globalisation et des Mouvements Sociaux, Russie) à l'hebdomadaire *Weekly Worker* (Communist Party of Great-Britain – CPGB). [Traduction JME].

WW : *Il semble que le mouvement a été très diffus, l'extrême-gauche se trouvant au coude à coude avec l'extrême-droite et les nationalistes. Comment caractériserais-tu cela ?*

BK : Depuis quelques années il y a eu un mécontentement croissant par rapport au système actuel parmi les gens -dans ce sens l'effet de la crise économique et sociale a été plus ou moins le même que dans d'autres pays. Mais dans le cas de la Russie nous n'avons pas vu auparavant d'expression active de ce mécontentement. Des millions de gens étaient en colère mais cela ne se traduisait pas en action politique.

De ce fait une partie de l'élite s'est imaginée que les Russes, pour quelque raison culturelle ou psychologique, sont simplement incapables de protester. Les intellectuels pour leur part avaient tendance à expliquer cette anomalie par la peur. Quoi qu'il en soit aucune de ces deux explications n'était correcte. Alors que la population était si passive qu'elle semblait être paralysée, cette situation ne pouvait pas perdurer pour toujours.

En tout cas une génération de jeunes Russes a émergé – ceux qui n'ont pas traversé les désastres des années 90. Cette génération est extrêmement naïve et inexpérimentée, manquant souvent même d'une explication de base des questions économiques et sociales, mais elle est pleine d'énergie et veut changer les choses.

L'internet a joué un rôle dans cet éveil mais il ne faut rien exagérer -pendant un temps dissidence et expressions de mécontentement ont été courantes sur Facebook, mais cela ne s'est pas reflété par des événements dans la rue. La situation a changé, mais même maintenant ceux qui sont dans la rue ne sont pas nécessairement les mêmes personnes que ceux qui s'agitent sur le web.

Les élections à la Douma ont toujours été truquées et de toutes façons ce faux parlement n'a aucun pouvoir réel. Tous les partis impliqués dans le processus électoral – pas seulement la pro-gouvernementale Russie Unie, mais également la soi-disant « opposition »- sont contrôlés par l'administration et la plupart des gens en sont tout à fait conscients, y compris, bien sûr, ceux qui ont participé aux protestations en Décembre.

Mais les gens avaient besoin d'un prétexte pour descendre dans la rue et ils l'ont eu avec le trucage des élections.

Ce ne fut pas une grande surprise que les partis d'opposition, dont les votes avaient été volés, ont décidé de ne pas soutenir le mouvement. Pourtant certains de leurs membres l'ont fait – en particulier dans le cas du Parti Communiste de la Fédération de Russie, en opposition ouverte avec leurs propres dirigeants.

Quant à l'opposition extra-parlementaire, elle a essayé de bénéficier autant que possible de la nouvelle situation; et jusqu'à un certain point, elle y est parvenue, parce que le gouvernement prétend que les politiciens de l'opposition officielle sont les « représentants » et les « leaders » de la protestation. Cela signifie que, si l'on veut aller à un rassemblement de protestation qui ne soit pas attaqué par la police, on choisit ceux organisés par « la Coalition démocratique ». Cela a marché jusqu'ici mais il y a une frustration croissante parmi la jeunesse à l'initiative du mouvement. Soutenir une coalition qui unit des forces de gauche avec les libéraux et l'extrême-droite, cela à pour prix l'inefficacité. Ces gens manquent de principes et ça leur permet de rester ensemble plutôt facilement, mais ça les empêche en même temps d'élaborer une stratégie politique.

Il y a maintenant un débat au sein de la gauche. D'un côté, on a certains « socialistes modérés » appuyés par certains anarchistes et trotskystes, qui disent qu'il est nécessaire de suivre les libéraux car ils jouissent du soutien « des masses ». Cela implique également d'éviter toute discussion sur les sujets sociaux et ne pas mettre en avant d'autre demande que « des élections libres ». De l'autre côté, il y a une tendance qui vise à former une coalition de gauche indépendante capable de formuler son propre agenda et qui refuse d'accompagner les nationalistes de droite et les libéraux. Rabko.Ru, le journal web de l'Institut pour la Recherche globale et les Mouvements Sociaux, essaye d'être l'expression de cette tendance.

WW : *Nous avons déjà noté auparavant ce paradoxe faisant que le premier ministre Poutine récoltait jusqu'à 80% d'approbations à titre individuel comme politicien tout en n'enregistrant que de 20 à 320% de soutien pour ses choix politiques même les plus populaires. Cette situation a-t-elle maintenant changé ?*

BK : Aujourd'hui Poutine est en grande difficulté. Il est exact que sa popularité personnelle a été utilisée pour couvrir les politiques néolibérales extrêmement impopulaires qu'il met en œuvre. Mais cela ne pouvait pas continuer toujours. Maintenant sa popularité est en train de s'effondrer car de plus en plus de gens l'associent avec le gouvernement qu'il dirige (au contraire de la période de sa présidence). Le Président Dmitri

Medvedev est tout simplement détesté et l'identité évidente entre les deux hommes fait que les choses ne font que s'empirer.

La situation se détériore si vite que les plans pour les élections présidentielles de cette année, où Poutine se présente de nouveau, ont été remis en question. Il n'y a pas moyen que Poutine soit élu au premier tour sans fraude massive. Et laisser les élections aller jusqu'au deuxième tour est quelque chose que la bourgeoisie russe n'aime pas, parce que cela accroît « l'instabilité ».

Dans la ligne de la théorie de Lénine sur les situations révolutionnaires, il y a maintenant une crise au sommet. L'élite ne sait pas comment conduire le pays -ils ne peuvent à coup sûr pas continuer d'utiliser la vieille méthode. Mais cela n'est pas spécifique de la Russie. Nous sommes affectés par la crise globale du néolibéralisme.

WW : Si Poutine survit, on peut présumer qu'il dirigera un gouvernement faible ?

BK : Je ne pense pas qu'il survivra longtemps. L'élite est loin de considérer un gouvernement faible comme la meilleure option pour faire face à la crise. La bourgeoisie et l'oligarchie avaient besoin de Poutine quand il était capable d'apporter de la stabilité. Maintenant il est l'exact opposé de ce qu'il leur faut, ils peuvent donc commencer à regarder ailleurs. Pour le moment Mikhaïl Prokhorov, l'entrepreneur milliardaire qui se présente comme indépendant, semble être une mauvaise option, mais le fait même qu'il se présente nous indique que l'élite

recherche un candidat pour remplacer Poutine. C'est une autre histoire de dire s'ils vont réussir à trouver une solution. Ça n'a pas l'air trop probable actuellement.

WW : À quel point la classe ouvrière a-t-elle fait ressentir sa présence ?

BK : Pour l'instant non. Il y a eu quelques grèves mais elles n'ont pas été connectées à la protestation démocratique. Et les libéraux ne veulent pas du soutien et de la participation de la classe ouvrière. Cependant à Pétersbourg, les dirigeants syndicaux locaux se montrent dans la rue. Je pense que la classe ouvrière sera centrale dans la Deuxième vague de protestation qui s'approche certainement.

WW : Tu as mentionné la théorie des situations révolutionnaires de Lénine. Comment vois-tu la situation actuelle ?

BK : La première vague de protestation n'a apporté que très peu, et encore, si ce n'est que les partis de la Douma et les libéraux ont été discrédités. Mais la deuxième vague sera plus tranchante et mettra en avant des demandes sociales -pas nécessairement très radicales, mais essentielles pour les mobilisations de masse. La majorité des Russes ne sont pas encore prêts à se battre pour le socialisme, mais ils demandent un retour de l'État-providence, ce que les libéraux d'opposition ne soutiendront jamais.

De nouveaux mouvements, de nouvelles forces et de nouveaux dirigeants vont apparaître - c'est une part tout à fait normale du processus révolutionnaire dont nous marxistes sommes heureux d'être partie prenante.



Les militants et les militantes communistes qui rédigent ce journal contribuent à :

Démontrer que le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire.

Reforger une conscience politique du prolétariat sévèrement mise à mal par l'expérience des États dits « socialistes » et par le triste bilan des gouvernements de « gauche ».

Affirmer et défendre, en toutes circonstances, l'indépendance politique du prolétariat vis-à-vis de la bourgeoisie.

Promouvoir la nécessaire libération du capitalisme en réaffirmant que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Faire émerger l'indispensable unité internationale du prolétariat pour en finir avec la mondialisation et ses guerres impérialistes.

Militer pour l'organisation du prolétariat « en classe et donc en parti politique ».



Site Internet : <http://www.promethee-1871.com>

Prenez contact avec nous : club.promethee@gmail.com

Date de bouclage : 17 février 2012

Directeur de la publication : Emile Fabrol

ISSN : 1142-2254
